

Melman, Seymour, *Pentagon Capitalism : The Political Economy of War*, New York, McGraw-Hill, 1970, 290 p.

Daniel Gay

Volume 6, Number 4, 1975

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700624ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700624ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gay, D. (1975). Review of [Melman, Seymour, *Pentagon Capitalism : The Political Economy of War*, New York, McGraw-Hill, 1970, 290 p.] *Études internationales*, 6(4), 580–581. <https://doi.org/10.7202/700624ar>

MELMAN, Seymour, *Pentagon Capitalism : The Political Economy of War*, New York, McGraw-Hill, 1970, 290p.

Comment est-il possible de se prémunir contre les organisations tentaculaires dont le fonctionnement constitue une menace constante pour les « libertés individuelles » (*sic*) ?

Telle me paraît la problématique essentielle de l'œuvre. Sous ce rapport, Melman n'innove guère : ce n'est pas la première fois que des penseurs (Max Weber, Kafka, Goffman) et des praticiens ont tenté d'exorciser le démon des organisations géantes. Récemment encore, Erving Goffman a analysé les caractéristiques et le fonctionnement de types particuliers « d'institutions totales » et Lewis Coser a tenté de cerner de près le comportement d'« organisations-goujats ».

À un premier niveau, l'intérêt de *Pentagon Capitalism* réside non au niveau du renouvellement de cette problématique mais plutôt et surtout à celui de l'illustration magistrale de celle-ci.

À un second niveau cependant, Melman se propose de montrer en quoi les données de sa recherche invalident les théories élitistes courantes. À ce sujet, il critique spécifiquement Mills, Heilbroner, Marx et Galbraith. Wright Mills (*L'Élite du pouvoir*) et Heilbroner (*The Limits of Capitalism*) – on se rappelle – postulent le primat des élites militaires politisées sur les élites proprement politiques et économiques, et assignent aux premières un rôle prééminent au niveau des décisions cruciales en temps de guerre et de paix. Pour Marx, selon Melman, les élites politiques ne font qu'exécuter les décisions de la bourgeoisie commerciale, industrielle et financière. L'auteur s'en prend également à Galbraith (*The New Industrial State*), lequel signalait la tendance des administrateurs de l'État à « opérer » au profit d'entreprises publiques et privées.

À l'opposé de ces théories, Melman oppose celle de la « fusion complète des élites industrielles, financières et gouvernementales » en un *new state-management* (pp. 13-14 et 2). Il est malaisé de définir ce concept même si l'on suit de très près le cheminement de la pensée de l'auteur. D'ailleurs, celui-ci n'offre pas une définition formelle de ce concept clé.

En réalité, par *new state-management* il faut entendre un centre supérieur de contrôle administratif composé de techniciens, d'hommes de science, de chercheurs universitaires (sociologues, politicologues, psychologues...), de comptables, de fonctionnaires du gouvernement fédéral américain..., qui se prévalent des techniques de gestion dans l'industrie et du pouvoir de décision que leur confère la loi. Ce centre de contrôle est localisé au Département de la défense.

Ce groupe de techniciens, de professionnels et d'administrateurs exerce un contrôle étendu dans la sphère économique politique et militaire tant aux États-Unis que dans le monde. Ces *crucial decision-makers* (p. 12), ce *Pentagon's management* (p. 13), cette *new institution of state-managerial control* (p. 1), constituent la nouvelle « structure du pouvoir ».

Compte tenu de sa taille, du budget dont il dispose (10% du GNP) ; du nombre presque illimité d'activités qu'il contrôle (par exemple, le Service d'approvisionnement – l'« arme industrielle » du Pentagone – exécute à lui seul au moins 54 tâches spécifiques) ; des ressources humaines qu'il est en mesure d'utiliser (par exemple, 15 000 employés ne s'occupent que de confectionner des contrats avec l'entreprise privée, tandis que pas moins de 40 000 ont pour seule fonction de veiller à l'exécution de ceux-ci), et de l'autonomie dont il jouit « au nom de la défense de la nation », le *new state-management* est devenu un État dans l'État (pp. 4 et 229).

Dans le premier chapitre de son livre, l'auteur retrace admirablement les transformations qui sont survenues dans la so-

ciété étatsunienne dans la période '60-70, et montre comment celles-ci ont entraîné à leur tour des modifications au niveau de la structure du pouvoir – dont le *managerial primacy* du Pentagone.

Selon nous, les meilleurs chapitres (II, III et IV) sont ceux que Melman consacre à l'analyse détaillée de la structure du *new state-management* et du système complexe de contrôle qu'il exerce, à toutes fins pratiques, dans tous les domaines : déségrégation, éducation, logement, activités économiques, affaires internationales... Le chapitre IV sur la cooptation par le Pentagone, des universités et des centres de recherche aux États-Unis et ailleurs, « au nom de la sécurité nationale », nous paraît particulièrement riche en données et en enseignements... Il en est de même des chapitres V et VII sur l'idéologie publique vs la pratique quotidienne de l'institution.

Les chapitres VI et VIII analysent le coût social et politique du « réflexe contre-révolutionnaire » (p. 140) aux États-Unis, et plus spécifiquement par rapport à la « gestion » de la guerre du Viêt-nam et de l'intervention yankee à Cuba et en République dominicaine. L'auteur voit dans ces événements la confirmation partielle de sa thèse, à savoir la psychose de pouvoir du *state-management*.

Enfin, dans le dernier chapitre (IX) de son livre, l'auteur se demande si l'on peut faire échec à la structure du pouvoir qui s'est installée dans le Pentagone. Après avoir énuméré les forces qui ont toujours appuyé et légitimité le pouvoir et qui ont intérêt à le défendre jusqu'au bout (par exemple, les 12 000 employés et les 20 000 professionnels de centres de recherche universitaires ; les conservateurs autant que les intellectuels libéraux ou gauchisants ; les parlementaires qui représentent des districts où le Pentagone « crée des jobs »), l'auteur compte sur ceux qui partagent « les valeurs 'humanistes' et de liberté individuelle » (p. 224) pour s'y opposer activement !

En résumé, la structure théorique de l'œuvre nous paraît faible. Le concept clé de l'auteur – le *new state-management* – n'est nulle part défini de façon claire et précise. Par ailleurs, la discussion, autrement intéressante, du « nouvel impérialisme du Pentagone » (pp. 8-9 et 224) laisse à désirer. Enfin, l'auteur nous paraît gratuitement obsédé par la psychose du pouvoir – i.e., multiplication et élargissement des sources de *contrôle* – qui, en fin de compte, constitue, selon lui, la raison d'être du *new state-management*. À quoi sert le pouvoir ? À produire d'autres sources de pouvoir... *ad infinitum* !

Compte tenu de ces réserves, *Pentagon Capitalism* est un livre important. L'auteur décrit le fonctionnement du système militariste étatsunien en connaissance de cause, et étaye ses conclusions de données historiques et statistiques sérieuses. On y retrouve à la fois le style alerte et irrévérencieux d'un Wright Mills et le geste accusateur d'un Zola.

Daniel GAY

Département de sociologie,
Université Laval

ROSE, N. A., *The Gentile Zionists. A Study in Anglo-Zionist Diplomacy 1929-1939*, Frank Cass, Londres, 1973, 242p.

L'auteur, maître de conférence en relations internationales à l'Université hébraïque de Jérusalem, nous offre une étude sérieuse de la diplomatie anglo-zioniste des années trente. En dépit du titre, l'ouvrage ne traite pas uniquement des « Gentils », à moins qu'ils ne soient des amis ou protagonistes du héros principal de l'œuvre, Chaim Weizmann. L'auteur a recouru à deux sources principales : en premier lieu, aux documents des amis de celui-ci, et à celle qui a fait d'ailleurs le sujet du précédent ouvrage de l'au-